

# La gare des Arcs



## En résumé,

Un courrier de la préfecture de 1863 « déclare d'utilité publique l'exécution des travaux (...) d'une ligne de Toulon à Nice, avec embranchement sur Draguignan ».

## Pour en savoir plus,

C'est à partir de 1850 que les chemins de fer furent construits à un rythme accéléré pour constituer un maillage ferroviaire raccordé à celui des pays voisins. L'État fixa le tracé des voies et prit à son compte les dépenses d'infrastructure : terrassement, ouvrages d'art..., mais il concéda l'exploitation des lignes à de grandes compagnies privées telle la P. L. M., la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Le réseau ferré devint alors un facteur essentiel de l'aménagement du territoire.

Dès 1842, le Bulletin des Lois n° 914 prévoyait la construction d'un chemin de fer entre Paris et la Méditerranée. Puis, plusieurs projets furent proposés. En 1848 fut créée la Compagnie de chemin de fer de Marseille à Avignon, suivie en 1850 de la Compagnie de Lyon à Avignon. Ces deux compagnies fusionnèrent en 1852 pour devenir la compagnie de chemin de fer de Lyon à la Méditerranée. Enfin, en 1857, une nouvelle fusion avec la Compagnie de Paris Lyon créa le P. L. M.

L'inauguration de la ligne de Toulon aux Arcs eut lieu le 1<sup>er</sup> septembre 1862. Les travaux de Toulon au Var avaient commencé dès le mois de mai 1860 et la partie comprise entre le point de départ et Solliès-Pont était déjà terminée en 1861. Cependant, M. Tassy, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé de l'exécution du tracé, préféra attendre que la première section fut achevée jusqu'aux Arcs avant de la livrer au public. C'est lors de l'étude de son tracé que le conseil municipal de Draguignan (à l'époque préfecture du Var) s'opposa farouchement au passage de la voie ferrée. Voilà pourquoi la ligne devait s'arrêter, dans un premier temps, aux Arcs, où la gare fut bâtie en 1862. Quant à la deuxième section Les Arcs/Nice, elle fut commencée en 1863.

Une liaison les Arcs/Draguignan fut créée le 18 octobre 1864. Suspendu pendant la deuxième guerre mondiale, le trafic reprit en 1945 pour être définitivement supprimé le 28 septembre 1980.







En 1921, le P. L. M. produisit un avant-projet pour une ligne directe d'Avignon aux Arcs par Pertuis, évitant le littoral. Le tracé prévu suivait la ligne du Sud France existante depuis Meyrargues puis descendait vers Varages, Barjols, Correns, Carcès, Taradeau puis Les Arcs, où elle aurait rejoint la ligne P. L. M. Marseille/Vintimille. Mais ce projet fut abandonné.

Un arrêt préfectoral du 24 décembre 1903 autorise Jean Samuel Winiger à « *gérer le buffet établi à la gare des Arcs, à charge pour lui de se conformer aux règlements en vigueur sur la police des gares* ». Il est également autorisé à « *accéder auprès des trains à la condition de ne pas importuner les voyageurs et de ne causer aucune gêne au service du chemin de fer* ». Un peu plus loin on lit encore que « *le tarif des consommations, arrêté par la compagnie P. L. M., sera toujours affiché ostensiblement à hauteur convenable dans le local du buffet. Des petits tarifs à main et le menu du jour seront déposés en quantité suffisante sur les tables* ».

\*Les documents proviennent des Archives départementales du Var : le chemin de fer et le buffet de la gare : E dépôt 88 / 2 O 1 et 2 O 2 et les cartes postales de la collection privée de Georges Yévadian.



LIGNE DE MARSEILLE A LA FRONTIÈRE D'ITALIE

SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU n° 32 et remplacement par un pont supérieur

EXPROPRIATION D'URGENCE pour Cause d'Utilité Publique

(Décret du 29 Juin 1934. Lois des 30 mars 1831 et 3 mai 1841)

DÉPARTEMENT DU VAR. — ARRONDISSEMENT DE DRAGUIGNAN. — CANTON DE LORGUES

COMMUNE DES ARCS

JUGEMENT ET OFFRES

De la grosse d'un jugement enregistré, rendu en audience publique le dix août mil neuf cent trente-cinq, par le Tribunal Civil de Draguignan, il a été extrait ce qui suit :

LE TRIBUNAL.

Vu les décrets du quinze mai mil neuf cent trente-cinq qui ont :

1° Autorisé l'établissement d'un plan des grands travaux contre le chômage à dresser par une commission nationale ;

2° Créé la Commission Nationale des Grands Travaux contre le chômage.

Vu le décret du vingt-neuf juin mil neuf cent trente-cinq relatif à la réalisation d'un plan des grands travaux contre le chômage et notamment l'article deux qui a étendu l'application de l'article soixante-seize de la loi du trois mai mil huit cent quarante-et-un à tous les travaux publics figurant au plan des grands travaux contre le chômage prévus par le décret du quinze mai mil neuf cent trente-cinq.

Vu le rapport du dix septembre mil neuf cent trente-cinq approuvé en séance plénière du treize septembre mil neuf cent trente-cinq par la Commission Nationale des Grands Travaux contre le chômage et contenant la liste des grands travaux au nombre desquels se trouve la suppression du passage à niveau n° 32, de la ligne de Marseille à Vintimille et son remplacement par un P. S.

Vu les décisions de M. le Ministre des Travaux Publics en date des trente juillet mil neuf cent trente et treize août mil neuf cent trente-quatre et quatre avril mil neuf cent trente-cinq approuvant le projet présenté par le Réseau des chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée en vue du remplacement par un passage supérieur, du passage à niveau n° 32, situé à la traversée de la route nationale n° 7 par la ligne de Marseille à Vintimille.

Vu la loi du trois mai mil huit cent trente et relative à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux de fortifications et en particulier l'article 10 de cette loi ;

Vu la loi du trois mai mil huit cent trente et une modifiée par les lois des vingt-et-un avril mil neuf cent quatorze, six novembre mil neuf cent dix-huit, dix-sept juillet mil neuf cent vingt-et-un, le décret du vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-six et les lois des six et dix-sept avril mil neuf cent trente-deux sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, spécialement l'article 76 de ladite loi de mil huit cent quarante-et-un, relatif à l'application des formalités prescrites par la loi du trente mars mil huit cent trente-et-un ;

Vu la lettre de M. le Préfet du Var en date du onze juillet mil neuf cent trente-cinq, adressée à M. le Procureur de la République ;

Vu le jugement rendu par le Tribunal de céans le douze juillet mil neuf cent trente-cinq, enregistré, qui à l'occasion des opérations d'expertise nécessitées par l'exécution desdits travaux :

1° Commet M. WAUTHIER, juge à ce Tribunal, pour remplir les fonctions attribuées au Juge-Commissaire et lui du trente mars mil huit cent trente-et-un et désigne M. KORNPROBST, juge au même Tribunal, pour le remplacer en cas d'empêchement ;

2° Nomme comme Expert M. RIGORD, ingénieur agronome, 36, boulevard de la Liberté à Draguignan, pour assister le Juge-Commissaire et remplir la mission prévue par les articles 7 et 8 de la même loi, en outre, désigne pour remplacer M. RIGORD en cas de besoin, M. CORNILLER, Ingénieur agricole au Cannet-des-Maures.

Vu l'ordonnance en date du douze juillet mil neuf cent trente-cinq par laquelle M. le Juge-Commissaire a fixé sa résidence sur les lieux au trente juillet mil neuf cent trente-cinq, à onze heures trente au passage à niveau n° 32 et ordonne la convocation des parties intéressées aux jour, heure et lieu sus-indiqués pour de la se transporter sur les immeubles à visiter ;

Vu le procès-verbal en date du trente juillet mil neuf cent trente-cinq dressé par M. CORNILLER, expert nommé par le jugement du douze juillet mil neuf cent trente-cinq sus-énoncé, M. RIGORD ayant été empêché, ainsi que les dires annexés audit procès-verbal ;

Vu les pièces à l'appui dudit procès-verbal de M. le Juge-Commissaire ;

1° Les originaux des significations de l'ordonnance sus-visée à M. le Maire des Arcs ainsi qu'à MM. RIGORD et CORNILLER, experts désignés par le Tribunal ;

2° Les minutes des convocations faites par M. le Maire des Arcs aux intéressés à exproprier ;

3° L'arrêté de M. le Préfet du Var en date du douze juillet mil neuf cent trente-cinq qui, conformément à l'article cinq de la loi du trente mars mil huit cent trente-et-un, a désigné, comme expert, M. BERNES, Directeur des Services Agricoles, retraité, boulevard Foch, à Draguignan et en cas d'empêchement, M. MARTÉL Félix, propriétaire, place Portaguières à Draguignan, et comme agent de l'Administration des Domaines M. CAUVIN Antoine, Inspecteur de l'Enregistrement à Draguignan ;

4° Les originaux des significations de l'ordonnance sus-visée à MM. BERNES, MARTÉL et CAUVIN ;

5° Le numéro légalisé sept mille huit cent vingt-six du Journal Le Var

publié à Draguignan le quatorze juillet mil neuf cent trente-cinq ;

6° Le certificat de M. le Maire des Arcs en date du vingt juillet mil neuf cent trente-cinq, constatant que les formalités d'insertion de publicités et d'affichage ont été accomplies légalement ;

7° Les plan parcellaire et état indicatif dressés conformément à la loi ;

Oui, M. WAUTHIER, Juge en son rapport ;

Et Monsieur le Procureur de la République en ses conclusions ;

Attendu que les intéressés à exproprier ainsi que toutes les personnes dont la loi exige la présence ont été régulièrement convoqués pour le jour, heure et lieu fixés par M. le Juge-Commissaire ;

Attendu d'autre part que la prestation du serment de MM. les Experts a eu lieu conformément à la loi ;

Que les diverses opérations ont été effectuées contradictoirement que M. le Juge-Commissaire a assisté en personne à l'expertise dont s'agit ainsi que le constate son procès-verbal ;

Attendu, en conséquence, qu'il résulte des pièces ci-dessus visées, que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies ;

Attendu qu'il y a lieu de prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique des propriétés ou portions de propriétés non bâties, situées sur le territoire de la commune des Arcs nécessaires à la suppression du passage à niveau n° 32 de la ligne de Marseille à Vintimille et remplacement de ce P. N. par un P. S.

Qu'en conséquence, il y a lieu de commettre un membre du Tribunal pour remplir les fonctions attribuées par la loi au Magistrat, Directeur du Jury, qui sera ultérieurement chargé de fixer les indemnités dues par suite de cette expropriation et de désigner un autre de ses membres pour remplacer le premier en cas d'empêchement ;

M. le Président Etienne Grelier.

Commet en tant que besoin M. WAUTHIER, juge, pour remplir les fonctions attribuées par la loi au Magistrat, Directeur du Jury qui sera ultérieurement chargé de fixer les indemnités dues par suite de cette expropriation et de désigner un autre de ses membres pour remplacer le premier en cas d'empêchement ;

Le Tribunal :

Prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique, des propriétés ou portions de propriétés non bâties situées sur le territoire de la commune des Arcs nécessaires à la suppression du passage à niveau n° 32 de la ligne de Marseille à Vintimille et remplacement de ce P. N. par un P. S., telles qu'elles sont indiquées au plan parcellaire par une teinte verte et désignées à l'état indicatif ci-dessus visé, état indicatif dont une copie certifiée conforme restera annexée au présent jugement après avoir été visée et paraphée par

M. le Président Etienne Grelier.

Commet en tant que besoin M. WAUTHIER, juge, pour remplir les fonctions attribuées par la loi au Magistrat, Directeur du Jury qui sera ultérieurement chargé de fixer les indemnités dues par suite de cette expropriation et de désigner un autre de ses membres pour remplacer le premier en cas d'empêchement ;

Le Tribunal :

Prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique, des propriétés ou portions de propriétés non bâties situées sur le territoire de la commune des Arcs nécessaires à la suppression du passage à niveau n° 32 de la ligne de Marseille à Vintimille et remplacement de ce P. N. par un P. S., telles qu'elles sont indiquées au plan parcellaire par une teinte verte et désignées à l'état indicatif ci-dessus visé, état indicatif dont une copie certifiée conforme restera annexée au présent jugement après avoir été visée et paraphée par

Marius, quartier Saint-Jean, aux Arcs, propriétaire déclaré.

A la somme de onze mille deux cent soixante-deux francs 50 centimes dont celle de onze cents francs pour le hors-ligne à droite, l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement à payer sera consignée au nom de M. BERTRAND François, Marius susnommé avant l'occupation, sauf règlement ultérieur et définitif, conformément à la loi, et sans réserve de la justification de ses droits.

FAIT et jugé le dix août mil neuf cent trente-cinq, en audience publique au Palais de Justice de Draguignan, par la Chambre des Vacances du Tribunal où siégeaient Messieurs : WAUTHIER, juge, remplissant les fonctions de Président en empêchement du titulaire, G. A. UDAIRE, Juge-Suppléant et Maître ALGUER, avocat, le plus ancien inscrit dans l'ordre du tableau parmi ceux présents à l'audience appelé à compléter le Tribunal en empêchement de tous autres Magistrats ou Avocats plus anciens.

En présence de Monsieur ROUME, Procureur de la République.

Assisté de Monsieur Louis BARD, Greffier.

Et Monsieur le Président a signé avec le Greffier :

Signé : VERY, BARD.

Suit l'extrait de l'Etat indicatif des propriétés expropriées et des sommes offertes.

APPAREIL N° 1 DU TABLEAU

Parcelle n° 45 bis du plan du Chemin de fer.

AUDIBERT Etienne Aimé, époux ARTESANO, rue du Tuf, inscrit au rôle.

BOYER Alfred - Louis, boulevard de la Liberté, n° 34, à Draguignan (Var), propriétaire déclaré.

1° A la somme de cinquante francs indemnité de dédommagement à payer à M. BOYER Alfred susnommé avant l'occupation ;

2° A la somme de mille six cents francs cinquante centimes l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement qui devra être consignée au nom de M. BOYER Alfred susnommé avant l'occupation, sauf règlement ultérieur et définitif, conformément à la loi, et sans réserve de la justification de ses droits.

APPAREIL N° 3 DU TABLEAU

Parcelle n° 53 bis du plan du Chemin de fer.

PASCAL Marceline, mineure de PASCAL Marius, inscrite au rôle pour partie, le surplus de ladite parcelle non imposée.

BERTRAND François.

APPAREIL N° 4 DU TABLEAU

Parcelle n° 54 bis du plan du Chemin de fer.

INAUDI Jean-Baptiste, fermier à Saint - Roch, inscrit au rôle.

BENASSIA Rose-Adrienne - Jeanne, épouse LASSUS Henri, demeurant ensemble, place de la Paroisse, n° 13, à Draguignan.

1° A la somme de mille six cents francs cinquante centimes l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement qui devra être consignée au nom des propriétaires indivis déclarés ;

2° A la somme de huit mille cinq cents francs dont celle de quatre cent soixante francs pour le hors-ligne à gauche, l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement qui devra être consignée au nom des propriétaires indivis déclarés ;

3° A la somme de mille six cents francs cinquante centimes l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement qui devra être consignée au nom des propriétaires indivis déclarés ;

4° A la somme de mille six cents francs cinquante centimes l'indemnité approximative et provisionnelle de dédommagement qui devra être consignée au nom des propriétaires indivis déclarés ;

N° du plan du Chemin de fer	CADASTRE	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES DES PROPRIÉTAIRES	LIEUX DITS	NATURE DES PROPRIÉTÉS	CONTENANCE DES IMMEUBLES	OFFRES
		INSCRITES A LA MATRICE DES RÔLES	RÉELS OU PRÉSUMÉS TELS			
45 bis	C.	659	AUDIBERT Etienne Aimé, époux ARTESANO, rue du Tuf.	BOYER Alfred - Louis, boulevard de la Liberté, n° 34 à Draguignan.	Le Pont de Vigne. l'Ari.	1a.80 540 »
53 bis	G.	676 P.	PASCAL Marceline, mineure de PASCAL Marius.	BERTRAND François-Marius, quartier Saint-Jean, aux Arcs.	Camp de Mi-quéou. Vigne. Hors - ligne à droite.	39a.70 4a.40 45a.05
54 bis	G.	672 P. 678 P.	INAUDI Jean - Baptiste, fermier, Saint-Roch.	BENASSIA Rose-Adrienne - Jeanne, épouse LASSUS Henri, demeurant ensemble, place de la Paroisse, n° 13, à Draguignan.	Camp de Mi-quéou. Vigne. Hors - ligne à gauche.	19a.20 8.040 » 1a.10 460 » 20a.30 8.500 »







